

Unité départementale Le Havre
48 Rue Denfert Rochereau
76600 Le Havre

Le Havre, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARELLE SARL

20 route d'Ecretteville
76640 Alvimare

Références : 20250227_Marelle_PPC
Code AIOT : 0005805687

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement MARELLE SARL implanté 20 route d'Ecretteville 76640 Alvimare. L'inspection a été annoncée le 29/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 27 février 2025 a été effectuée dans le cadre de la programmation pluri-annuelle de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Elle est liée également à l'examen d'un dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant en 2024 pour des modifications de l'organisation et des conditions de stockage des déchets sur site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARELLE SARL
- 20 route d'Ecretteville 76640 Alvimare

- Code AIOT : 0005805687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MARELLE exploite une installation de tri et de transit de déchets de chantier. Le site est notamment autorisé à entreposer des déchets dangereux (rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE), à savoir des matériaux contenant du plomb ainsi que des déchets amiantés. Les autres déchets non dangereux entreposés sont du bois, des métaux, des déchets inertes (principalement terre et béton concassé) et des déchets non inertes.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Tableau ICPE et porter-à-connaissance de février 2024	Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 1.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Zones de danger	Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 1.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 4.1.1 et article 4.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 4.2.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 7.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Déchets inertes non dangereux	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 2.3.1	Sans objet
6	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 4.3.9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Entreposage interne de déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 5.1.3	Sans objet
8	Niveaux accoustiques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 6.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du site MARELLE d'Alvimare, selon les points de constats retenus et les vérifications menées par sondage, est faite sans non conformité majeure avec les prescriptions de son arrêté préfectoral.

Il est nécessaire de mettre en place un relevé régulier du compteur d'approvisionnement en eau de ville, une signalisation du dispositif d'isolement des eaux rejetées avec le milieu extérieur, un plan d'action pour lever les limites inscrites dans le rapport annuel de vérification des installations électriques et une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes non dangereux.

La notice de dangers du document de porter-à-connaissance du 28 février 2024 doit être complétée avec la prise en compte des phénomènes thermiques liés au stockage de matières combustibles à proximité de la clôture le long de la voie communale n° 4 et la prise en compte de la toxicité des fumées des plastiques à base de polychlorure de vinyle (PVC).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tableau ICPE et porter-à-connaissance de février 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 1.7.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter-à-connaissance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 28 février 2024 un document de porter-à-connaissance à l'inspection des installations classées pour l'informer d'un projet de modifications sur le site d'Alvimare. Dans ce document, l'exploitant reprend le tableau de classement, au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), qui figure dans son arrêté préfectoral d'autorisation du 03 août 2017 et présente les modifications qu'il envisage avec une proposition de tableau de classement mis à jour.</p> <p>L'exploitant a rappelé lors de la visite d'inspection qu'une grande majorité des déchets stockés sur site proviennent des chantiers de démolition conduits par le groupe MARELLE, la démolition étant l'activité première de l'entreprise, exercée en Normandie et dans les régions limitrophes pour l'essentiel.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, des précisions ont été apportées par l'exploitant suite à l'examen du porter-à-connaissance par l'inspection des installations classées.</p>

Rubrique 2710-2-b pour laquelle l'exploitant serait soumis à déclaration pour un volume de stockage de 290 m³ :

- Les activités exercées sur le site et celles envisagées ne correspondent pas à celles d'une installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial du déchet.
- Aucune zone dédiée à cette activité ne figure sur le plan des installations projetées de l'exploitant.

L'exploitant doit confirmer sa volonté d'exercer une activité relevant de cette rubrique sur son site en appliquant la réglementation figurant dans l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales (AMPG) du 27 mars 2012.

Rubrique 1435-2 :

- L'exploitant n'est pas classé au titre de la rubrique 1435-2 pour la distribution de carburant dans son arrêté préfectoral du 03 août 2017.
- Dans le PAC de 2024, l'exploitant se positionne comme soumis à déclaration pour un volume annuel de 300 m³ incohérent avec le régime de la déclaration (dont le seuil est fixé à 500 m³).
- Lors de la visite des installations, il a été constaté sur site la présence d'un stockage de Gazole Non Routier (GNR) pour les engins du site et un stockage de Gazole pour les véhicules de l'entreprise.
- Le volume annuel de 300 m³ annoncé semble être celui du GNR uniquement.

L'exploitant doit confirmer son positionnement vis-à-vis de cette rubrique.

Rubrique 2791-2 :

- L'exploitant, suite à la visite d'inspection du 08 décembre 2022, se positionne sous le régime de la déclaration pour la rubrique ICPE 2791-2.
- Il a fait l'acquisition d'un broyeur pour le bois issus du tri des déchets non dangereux non inertes.
- L'exploitant a déclaré disposer d'un système de brumisation qu'il peut utiliser si le broyage du bois générerait des envols de poussières de bois.

Par un courrier daté du 03 novembre 2022, la société MARELLE avait annoncé vouloir exercer une activité de mélange de cendres de bois (déchet non dangereux non inerte) avec des déchets non dangereux inertes en vue d'une réutilisation. Ce projet n'a pas abouti et les cendres ont été orientées par leur propriétaire vers une filière adaptée.

Le rapport de la visite d'inspection du 08 décembre 2022 mentionnait l'achat d'une parcelle de 8 000 m² située au sud des installations. Cette parcelle ne fait pas partie du périmètre ICPE de l'entreprise MARELLE, selon les déclarations de l'exploitant.

A proximité des installations existantes, sur une autre parcelle et de l'autre côté de la voie communale n° 2, l'exploitant a démarré la construction d'un centre administratif. L'exploitant a déclaré ne pas vouloir y exercer des activités relevant de la nomenclature ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirmera à l'inspection des installations classées s'il souhaite exercer une activité relevant de la rubrique ICPE 2710-2-b et se conformer à la réglementation associée. Il confirmera également s'il est soumis à déclaration au titre de la rubrique ICPE 1435-2 pour la distribution de Gazole et de GNR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Zones de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 1.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etude des dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue aux articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le document de porter-à-connaissance du 28 février 2024, l'exploitant a fourni un plan de masse des installations projetées. L'exploitant, lors de la visite, a confirmé avoir mis en place la nouvelle configuration décrite dans son porter-à-connaissance. Sur le terrain, l'inspection a constaté que la disposition des stockages n'était pas celle de son document. Le même constat avait été fait lors de la visite d'inspection du 08 décembre 2022 avec un décalage entre le plan des installations de l'arrêté préfectoral et la configuration observée sur le site.</p> <p>L'exploitant a expliqué pouvoir moduler ses alvéoles selon ses besoins sur la dalle béton étanche de la partie sud-ouest du site, à l'aide de blocs béton empilables.</p> <p>Dans la configuration développée dans le porter-à-connaissance, l'exploitant a conclu à l'absence d'impact de la nouvelle configuration sur les conclusions de son étude des dangers de septembre 2016. Deux scénarios incendie, celui du stockage des déchets industriels banals (déchets non dangereux non inertes selon l'appellation actualisée) et celui du stockage de bois avait été étudiés en détail en 2016 avec une modélisation des effets thermiques. Un nouveau risque, un départ de feu suite à un dysfonctionnement du broyeur de bois, a été identifié en 2024 sans effet important.</p> <p>Dans la configuration étudiée en 2016, aucun des deux stockages avec effet thermique modélisé n'était situé le long de la route communale n° 4. Le jour de la visite d'inspection, à la fois des déchets non dangereux non inertes et des broyats de bois étaient stockés le long de la clôture sud-ouest, à proximité de la route communale n° 4.</p> <p>L'inspection des installations classées a également constaté que le stockage des déchets dangereux amiantés était dans une alvéole voisine d'une alvéole de stockage de bois : cette configuration est différente de celle étudiée dans l'étude des dangers en 2016 avec un stockage isolé des déchets d'amiante.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs mis en place un stockage spécifique des déchets constitués de matières plastiques PVC (polychlorure de vinyle) qui ne figure pas dans son dossier de 2016 : la toxicité des</p>

fumées n'a pas été envisagée avec émission de fumées chlorées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le dossier de porter-à-connaissance du 28 février 2024 doit être complété par une étude détaillée et conservative des impacts des différentes configurations de stockages possibles sur l'étude des dangers du dossier d'autorisation de 2016 et ses conclusions. La prise en compte de déchets PVC au niveau de la toxicité des fumées doit être réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entrainement de poussières sur la voie publique
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : L'exploitant a déclaré procéder au nettoyage de ses véhicules au niveau de son atelier. Il a également déclaré faire appel régulièrement à une balayeuse externe pour le nettoyage de ses voiries. Aucun dispositif d'arrosage n'est en place. Le jour de la visite d'inspection, après des pluies importantes la nuit précédente, l'inspection a constaté la présence de boues sur la partie est du site (à proximité du stockage de terres valorisables) et des écoulements boueux jusqu'au caniveau situé juste avant le dispositif séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a expliqué nettoyer régulièrement ce caniveau pour éviter l'accumulation de matière pouvant dégrader le fonctionnement de son dispositif séparateur d'hydrocarbures. Les sols bétonnés de la partie ouest du site étaient propres ainsi que la zone des stockages aériens de GNR et de gazole et du pont bascule. Les voies publiques à proximité du site étaient encombrées par des écoulements d'eau et de boues en provenance des champs agricoles entourant le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 4.1.1 et article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée :

Article 4.1.1

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

L'eau provenant du réseau public d'adduction d'eau potable ne peut être utilisée que pour les besoins en eau sanitaire, pour limiter les poussières lors des campagnes de concassage et par temps sec, pour le lavage des engins quand cela est nécessaire, et pour la lutte contre l'incendie. Les installations de prélèvement d'eaux sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé trimestriellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Article 4.1.3

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications périodiques et au minimum annuelles.

Constats :

L'exploitant suit mensuellement ses consommations d'eau de ville sur la base des factures transmises par son fournisseur d'eau. L'inspection des installations classées a consulté ce suivi informatique. La consommation mensuelle est comprise entre 150 et 200 m³. A noter en mars 2023 une très forte consommation de 5 780 m³ suite à une fuite non visible durant plusieurs semaines. L'absence de relevé régulier du compteur par l'exploitant n'a pas permis d'identifier rapidement la fuite.

L'arrivée d'eau est située dans un regard enterré facilement accessible localisé au nord du site, à proximité de la voie communale n° 2. L'exploitant est équipé d'un compteur d'eau et d'un dispositif en ligne de disconnexion.

Le dispositif de disconnexion est contrôlé annuellement par une entreprise de plomberie ; l'inspection a pu consulter la facture de vérification du dispositif datée du 18 février 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un relevé régulier de son compteur d'alimentation en eau de ville, à minima trimestriel comme le demande l'arrêté préfectoral. Un relevé hebdomadaire serait bien adapté pour suivre au mieux la consommation d'eau et détecter rapidement la présence d'une fuite sur ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 4.2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif d'isolement

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'eaux polluées de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

L'exploitant dispose sur site d'un bouchon de fermeture de l'entrée de son bassin de rétention des eaux incendie et polluées. La mise en place de ce dispositif est manuelle et permet de retenir les eaux susceptibles de contenir une pollution en amont du bassin par la montée du niveau dans la cour intérieure de l'exploitant, à l'aide d'un muret béton de 60 cm minimum de hauteur. L'exploitant ne dispose pas d'une consigne écrite de mise en place du dispositif d'isolement et ce dernier n'est pas localement et visiblement signalé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place une signalisation du dispositif d'isolement et une consigne pour la mise en fonctionnement. Il s'assure par des essais réguliers de l'efficacité du dispositif.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses annuelles

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Paramètre	Concentration maximale instantanée (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES Totales	100	15
DCO	300	72
DBO5	100	24
Hydrocarbures totaux	5	1,2

HAP	/	/
Métaux totaux	15 ¹	3,6
Plomb	0,5	0,12
Zinc	2	0,48

¹. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.
[...]

Constats :

L'exploitant a transmis préalablement à la visite les bordereaux d'analyses de ses eaux pluviales prélevées le 06 décembre 2023 et le 23 décembre 2024. Les résultats d'analyses des eaux pluviales sont conformes avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 03 août 2017. Pour les prochaines analyses, l'exploitant veillera à :

- ne pas faire procéder à l'échantillonnage à une date proche d'un jour férié ; ceci peut entraîner des retards dans la prise en charge de l'échantillon par le laboratoire.
- demander l'analyse de tous les métaux listés dans son arrêté préfectoral ; il manque pour 2023 et 2024 les métaux manganèse, fer, étain et aluminium.
- demander l'analyse du paramètre hydrocarbures totaux HCT dont le code SANDRE est 3319 ; l'indice hydrocarbures C10-C40 ne correspond exactement au paramètre HCT.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entreposage interne de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des zones de stockage

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Chaque déchet est clairement identifié et repéré.

Constats :

Seul le stockage des terres et limons n'est pas effectué sur dalle béton étanche sur le site, au sud-ouest du site. Partout ailleurs, une dalle béton en bon état est présente. Les stockages sont délimités par les blocs de béton et le stockage des déchets dangereux (amiante, plomb) est à accès restreint.

Chaque zone de stockage de déchets est clairement identifiée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, du fait de son fonctionnement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Constats :

L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées préalablement à la visite son rapport de contrôle des niveaux acoustiques réalisé le 24 novembre 2022. La précédente mesure datait de 2017.

Les mesures diurnes en limites de propriété sont toutes inférieures à 70 dB(A). Il n'y a pas d'activité la nuit sur le site. Aucune tonalité marquée, au sens de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 n'a été relevée sur les 4 points de mesure. Il n'y a pas eu de mesure dans une zone à émergence réglementée (ZER), en l'absence d'une telle zone (la première habitation est située à 800 mètres du site).

La prochaine campagne est à réaliser avant décembre 2027 et devra être effectuée avec le concasseur béton en service, pour une mesure plus représentative de l'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2017, article 7.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Limites de la vérification annuelle

Prescription contrôlée :

Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées avant la visite ses rapports de contrôle des installations électriques de 2023 et 2024, ainsi que les documents Q18 associés. Les documents Q18 concluent tous les deux à l'absence de risques d'incendie et d'explosion liée aux installations électriques. Le rapport de 2023 contient trois observations et celui de 2024 quatre observations, dont les trois relevées en 2023. Le jour de la visite, l'exploitant a remis un document, établi par son prestataire électrique, de levée des observations du rapport de contrôle électrique de 2024. Sur site, l'exploitant a montré à l'inspection les différentes opérations effectuées sur ses équipements électriques.

Lors du contrôle annuel électrique, le contrôleur est accompagné par un représentant de l'exploitant et une coupure générale des installations est réalisée.

Les rapports mentionnent en partie 3.10 des limites à l'intervention comme l'absence de transmission de pièces du dossier technique ou de contrôle de certains équipements, faute d'accès sécurisé.

Remarque: un certificat Q18 est un compte-rendu de vérification des installations électriques établi sur la base d'un référentiel de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages). Ce document complète les rapports réglementaires établis au titre du Code du travail, pour caractériser le niveau de risque ou d'incendie présenté par une installation électrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un plan d'action visant à supprimer les limites d'intervention figurant dans son rapport de contrôle des installations électrique. Les actions à mettre en place sont listées et priorisées, puis réalisées selon un planning adapté. Ce plan d'action est transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Déchets inertes non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur

l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Constats :

Les déchets inertes non dangereux reçus sur le site d'Alvimare proviennent en grande majorité de chantiers de démolition conduits par l'entreprise elle-même. L'exploitant est donc à l'origine de la production et du tri des déchets préalablement à leur expédition sur la plateforme de transit. Un nouveau tri est réalisé sur place si besoin par famille : béton, bois, métaux, matières plastiques PVC et déchets non inertes autres.

Une fiche de Demande Préalable d'Acceptation (DAP) est établie avant la réalisation d'un chantier. L'inspection a pu consulter la DAP MA20250101, partiellement remplie et non signée. L'exploitant n'a pas mis en place de procédure d'acceptation préalable répondant à la prescription contrôlée. L'exploitant a déclaré vouloir réaliser des analyses sur les lots de bétons concassés, à la demande de ses clients, pour le caractère non dangereux (métaux sur un échantillon brut) et inertes (pack analytique sur brut et lixiviat). La gestion par lot des bétons concassés permettra une action corrective en cas de non conformité analytique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable répondant à l'arrêté du 12 décembre 2014 et en consigne les résultats dans un registre.

La procédure :

- exclut l'arrivée des déchets listés dans l'article 2 de l'arrêté concerné ;
- prévoit la vérification du tri des déchets en amont ;
- prévoit la consultation des cartes et données pour les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 afin de vérifier qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés ;
- prévoit que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante ;
- prévoit, si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté, les analyses mentionnées dans l'annexe II ainsi que la vérification du caractère non dangereux par l'analyse des métaux sur un échantillon brut.

Les DAP sont complétées et signées avec toutes les informations nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois